Le droit humain Ã l'eau et Ã lâ€™assainissement des femmes sans-abri et migrantes Ã Pa

Vivant pour la plupart dans la rue, dans des squats ou des camps informels Ã Paris et aux alentours, les femmes migrantes sans-abri dÃ©pendent des services de base offerts par la ville mais n'y ont pas toujours accÃ¨s. Un rapport d'Ã©tude rÃ©alisÃ© par la COALITION EAU et SCIENCES PO met en lumiÃ¨re les dÃ©fis persistants auxquels certains groupes sont confrontÃ©s en matiÃ¨re d'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement en France, avec un focus sur les femmes sans-abri et migrantes Ã Paris. H2o novembre 2020.

Le droit humain Ã l'eau et Ã l'assainissement

DES FEMMES MIGRANTES SANS-ABRI Ã€ PARIS

Vivant pour la plupart dans la rue, dans des squats ou des camps informels Ã Paris et aux alentours, les femmes migrantes sans-abri dÃ©pendent des services de base offerts par la ville mais n'y ont pas toujours accÃ¨s. Un rapport d'Ã©tude rÃ©alisÃ© par la Coalition Eau et Sciences Po met en lumiÃ¨re les dÃ©fis persistants auxquels certains groupes sont confrontÃ©s en matiÃ¨re d'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement en France avec un focus sur les femmes sans-abri et migrantes Ã Paris, groupe particuliÃ¨rement sensible, en matiÃ¨re d'accÃ¨s, de sÃ©curitÃ© et de santÃ©.

Martine LE BECsur le rapport d'Ã©tude de
COALITION EAU - SCIENCES PO

Â images :Â Bains-douches municipaux, Paris.frÂ -Â Bains-douches Castagnary

H2o - novembre 2020

Â

Le dÃ©faut d'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement affecte aussi les pays "dÃ©veloppÃ©s". Ainsi, en France mÃ©tropolitaine, l'accÃ¨s Ã des installations sanitaires gÃ©rÃ©es en toute sÃ©curitÃ© est estimÃ© Ã 88,4 % de la population, ce qui fait que 7,5 millions de personnes qui n'y ont pas accÃ¨s. 1,4 million de personnes sont sans un accÃ¨s permanent et abordable Ã l'eau potable et 5 235 000 personnes en situation prÃ©caire - telles que les personnes sans-abri et les personnes vivant en bidonvilles - utilisent les services de base offerts par l'Ã‰tat ou les collectivitÃ©s locales tels que les fontaines, les toilettes et les douches publiques. L'exclusion systÃ©matique de certaines personnes de l'accÃ¨s Ã un besoin aussi fondamental de la vie humaine est inacceptable. L'eau et l'assainissement sont des droits humains, ce sont des conditions de base pour une vie dans la dignitÃ©. En France, les femmes migrantes sans-abri constituent un groupe particulier qui risque d'Ãªtre exclu. Vivant pour la plupart dans la rue, dans des squats et dans des camps informels Ã Paris et aux alentours, ces femmes dÃ©pendent des services publics mais n'y ont pas toujours accÃ¨s. Un rapport d'Ã©tude rÃ©alisÃ© par la Coalition Eau et Sciences Po, met en lumiÃ¨re les dÃ©fis persistants auxquels certains groupes sont confrontÃ©s en matiÃ¨re d'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement en France avec un focus sur les femmes sans-abri et migrantes Ã Paris, groupe particuliÃ¨rement sensible, en matiÃ¨re d'accÃ¨s, de sÃ©curitÃ© et de santÃ©.Â

La pandÃ©mie de COVID-19 exacerbe les inÃ©galitÃ©s en matiÃ¨re d'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement et les vulnÃ©rabilit
touchant les personnes sans-abri. Alors que les personnes ont Ã©tÃ© confinÃ©es chez elles, la vulnÃ©rabilitÃ© de ceux et celle
qui n'ont pas de logement s'est accrue. Si le lavage des mains apparaÃ®t comme la meilleure mesure prÃ©ventive pour
Ã©viter de contracter ou de propager des maladies et en particulier le Coronavirus, cette consigne est impossible Ã
respecter pour les personnes les plus vulnÃ©rables, qui vivent au quotidien sans Ã©quipements d'accÃ¨s Ã l'eau et
d'hygiÃ¨ne. Non seulement les personnes sans-abri sont plus exposÃ©es Ã la contamination par le virus, mais elles courent
Ã©galement un risque plus Ã©levÃ© d'Ãªtre confrontÃ©es Ã des symptÃ´mes graves et sont matÃ©riellement incapables de
participer aux gestes de prÃ©vention. Plus que jamais, la crise montre l'indispensable nÃ©cessitÃ© d'un accÃ¨s garanti,
propre et sÃ»r Ã l'eau potable et Ã l'assainissement, non seulement pour se laver les mains mais aussi pour maintenir son
hygiÃ¨ne, sa santÃ© et son bien-Ãªtre gÃ©nÃ©ral. Elle dÃ©montre aussi que la santÃ© publique est un bien commun, partagÃ©
que de la santÃ© des uns dÃ©pend la santÃ© des autres. Si une partie de la population n'a pas accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'hygiÃ¨ne,
c'est toute la sociÃ©tÃ© qui est vulnÃ©rable. Les inÃ©galitÃ©s mettent en danger la santÃ© de tous. Les recherches montrent
lorsque l'eau n'est pas reconnue comme un droit humain, et lorsque les femmes et d'autres groupes ne sont pas inclus
dans la prise de dÃ©cision en matiÃ¨re de politique urbaine, cela a des consÃ©quences douloureuses sur la santÃ© et le bien-
Ãªtre de ces groupes. Sur la base de ces conclusions, le rapport prÃ©sente quelques points d'action clÃ©s pour les
dÃ©cideurs afin de garantir que le droit Ã l'eau et Ã l'assainissement soit respectÃ©, protÃ©gÃ© et rÃ©alisÃ© pour chaque per
en France mÃ©tropolitaine.

Sans-abris, sans-papiers ou dans des logements prÃ©caires : les chiffres

Le nombre officiel de personnes sans-abri est de 141 500, mais diverses organisations estiment qu'elles sont entre 200
000 et 300 000, dont plus du tiers Ã Paris.Â Les femmes reprÃ©senteraient entre 12 et 40 % ; leur nombre aurait d'ailleurs
beaucoup augmentÃ© ces derniÃ¨res annÃ©es depuis la crise de l'accueil des rÃ©fugiÃ©s de 2015. Selon FÃ©minitÃ© Sans A
le nombre de femmes en situation de rue Ã Paris a augmentÃ© de 70 % au cours des 10 derniÃ¨res annÃ©es.Â

Par ailleurs, on estime Ã plus de 300 000 le nombre de sans-papiers en France, dont 40 % sont aussi concentrÃ©s Ã Paris
ou dans ses environs. Bien qu'au total, les migrants ne reprÃ©sentent que 9 % de la population franÃ§aise, ils constituent
40 % des 8,8 millions de personnes vivant dans la pauvretÃ© en France, et ces chiffres sont plus Ã©levÃ©s dans les zones
urbaines, dont une fois de plus Ã Paris.Â

Plus de 3 600 personnes dorment chaque nuit dans les rues de Paris et sa couronne. Mais, outre le sans-abrisme, de
nombreuses personnes vivent dans des conditions de logement trÃ¨s prÃ©caires ou sont privÃ©es de logement personnel et
restent temporairement logÃ©es chez des connaissances. Nombreuses sont aussi les personnes rÃ©sidant dans des
logements informels, tels que les squats, bidonvilles ou campements improvisÃ©s, bien que ceux-ci soient de plus en plus
souvent dÃ©mantelÃ©s par les autoritÃ©s locales.

Les femmes migrantes sans-abri : les plus vulnÃ©rables

Ã€ Paris, 22 % des personnes sans-abri isolÃ©es sont des femmes ; y figurent des indigentes, des jeunes sans formation,
des chÃ´meuses, des sans-abri, des migrantes.Â Un tiers d'entre elles sont accompagnÃ©es d'enfants.Â

La vie dans la rue est trÃ¨s diffÃ©rente pour les femmes et pour les hommes. Alors que les hommes ont tendance Ã former des groupes et des rÃ©seaux entre eux, les femmes sont beaucoup plus susceptibles de s'isoler des autres pour se protÃ©ger. Dans certains cas, les femmes cherchent Ã se protÃ©ger grÃ¢ce aux hommes, mais cela crÃ©e souvent un faux sentiment de sÃ©curitÃ© car elles peuvent Ãªtre agressÃ©es, notamment sexuellement, par leurs "protecteurs". Alors que les hommes sans-abri se trouvent principalement dans le nord de Paris, en particulier dans les XVIIe, XVIIIe et XIXe arrondissements, les femmes sans-abri se concentrent davantage dans le sud et le centre de la ville car cela est plus sÃ»r pour elles.Â

Cependant, de nombreuses femmes sans domicile sont trÃ¨s mobiles et, bien qu'elles puissent rester dans un quartier, elles se dÃ©placent beaucoup pour Ã©viter d'Ãªtre identifiÃ©es par des agresseurs sexuels. Les femmes sans-abri peuvent avoir accÃ¨s Ã un hÃ©bergement, Ã travers les services du 115, oÃ¹ elles peuvent avoir accÃ¨s Ã de l'eau courante, des douches et des toilettes. NÃ©anmoins, la plupart des centres d'hÃ©bergement sont mixtes, mais accueillent surtout des hommes puisqu'ils reprÃ©sentent la majoritÃ© des personnes sans-abri, et les femmes ne se sentent pas en sÃ©curitÃ© dans les lieux. De nombreuses femmes ont Ã©tÃ© victimes d'agressions sexuelles dans les centres, tant de la part du personnel que d'autres hÃ©bergÃ©(e)s, et elles Ã©vitent donc souvent ces lieux mixtes. Du fait de la disponibilitÃ© des places, alors qu'un homme seul et isolÃ© a 63 % de chances d'Ãªtre hÃ©bergÃ© pour la nuit, une femme seule et isolÃ©e n'a que 23 % de chance d'accÃ©der Ã un hÃ©bergement lorsqu'elle appelle le 115, selon la Croix-Rouge. En raison du manque d'accÃ¨s Ã des hÃ©bergements stables, les femmes en situation de rue dÃ©pendent des services publics de la ville pour avoir un accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement afin de pouvoir se laver, notamment pendant leur menstruation, faire leurs besoins, entretenir leurs vÃªtements et boire de l'eau.

La situation Ã Paris

Mesurer les distances et le temps de collecte par rapport Ã la localisation des personnes sans-abri est difficile en raison de leur itinÃ©rance et de leur mobilitÃ© constante, nÃ©anmoins l'Ã©tude a pu Ã©tablir un rapport entre le nombre de personnes sans-abri et les points d'eau et d'assainissement accessibles dans les diffÃ©rents arrondissements. Ainsi, en hiver, on compte en moyenne une fontaine d'eau potable pour 40 personnes sans-abri et une toilette publique - ouverte 24h/24h - pour 21 personnes sans-abri.Â

Mais la question de l'accÃ¨s Ã l'eau ne se limite pas Ã un accÃ¨s convenable Ã l'eau potable, l'hygiÃ¨ne personnelle doit Ã©galement Ãªtre prise en compte. En effet, en matiÃ¨re de douches accessibles aux femmes sans-abri - mixtes et spÃ©cifiques aux femmes - il y a en moyenne une infrastructure avec des douches pour 92 personnes.

La ville met Ã disposition des douches municipales en cabine individuelle, elles sont gratuites et les usagers doivent se rendre avec leur propre serviette et ce dont ils ont besoin pour faire leur toilette. Cependant le manque de produits d'hygiÃ¨ne personnelle devient ainsi un frein supplÃ©mentaire Ã la possibilitÃ© pour des personnes sans-abri de se laver convenablement puisque nombreuses d'entre elles n'ont pas les moyens d'accÃ©der Ã ce type de produits. Des Espaces SolidaritÃ© Insertion (ESI) et d'autres structures associatives proposent Ã©galement des espaces pour se laver, et fournissent parfois shampoing et savon gratuitement. Ainsi, parmi les 36 douches publiques accessibles aux femmes, on trouve : 16 douches municipales mixtes (hommes/femmes) ;Â 20 structures associatives avec un espace hygiÃ¨ne/douches, dont 16 sont mixtes (hommes/femmes) ; deux sont spÃ©cifiques Ã l'accueil de familles et une seule est spÃ©cifique pour les femmes isolÃ©es sans enfants et une seule autre, spÃ©cifique pour les femmes isolÃ©es ou avec enfant en difficultÃ©, notamment confrontÃ©es Ã la violence conjugale.Â

Cependant, seulement 10 % des usagers des douches publiques sont des femmes. La majoritÃ© des services proposÃ©s Ã©tant mixtes, de nombreuses femmes Ã©vitent de frÃ©quenter ces lieux par crainte de subir une agression. 30 % d'entre elles prÃ©fÃ¨rent avoir recours aux toilettes publiques ou Ã celles prÃ©sentes dans des bars et restaurants pour se laver, au lieu d'utiliser les services des douches publiques. Le manque de douches pour femmes les oblige souvent Ã faire de trÃ¨s nombreux kilomÃ¨tres pour aller prendre une douche en toute sÃ©curitÃ©.

Concernant les toilettes publiques, Paris intra-muros compte 421 toilettes publiques ouvertes 24 heures/24 ou une partie de la journÃ©e seulement, alors qu'il existe un total de 750 infrastructures. Si ce nombre peut paraÃ®tre Ã©levÃ©, lorsqu'on se penche sur le dÃ©tail des infrastructures, le nombre de toilettes publiques accessibles aux femmes sans-abri diminue peu Ã peu en fonction des horaires d'ouverture, de leur mixitÃ©, du fait d'Ãªtre payantes ou pas, et de leur adaptation Ã leurs besoins spÃ©cifiques. Tout comme les douches publiques, la mixitÃ© des toilettes dÃ©courage les femmes sans-abri de les utiliser. Selon le rapporteur spÃ©cial sur le droit Ã l'eau et Ã l'assainissement au Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, LÃ©o Heller, la mise Ã disposition de toilettes spÃ©cifiques aux femmes est fondamentale : "De nombreuses installations publiques ont le mÃªme nombre de WC pour les hommes et les femmes alors que, dans la pratique, les femmes et les filles doivent souvent faire beaucoup plus longtemps la queue pour les toilettes que les hommes. Elles portent des vÃªtements plus longs Ã enlever que ceux des hommes et passent aussi du temps Ã aider les enfants aux toilettes."

La non-sÃ©paration de genre dans les toilettes est d'autant plus importante la nuit oÃ¹ le nombre de toilettes disponibles se rÃ©duit encore plus. En continu, 24 heures/24, il n'y a que 157 toilettes accessibles aux femmes sans-abri sur les 421 ouvertes Ã Paris. Selon la Fondation Lecordier, de nombreuses femmes sans-abri dorment pendant la journÃ©e et restent pour la plupart Ã©veillÃ©es pendant la nuit pour des raisons de sÃ©curitÃ©. C'est pourquoi il est nÃ©cessaire d'avoir des infrastructures avec des horaires d'ouverture nocturnes puisque c'est Ã ce moment-lÃ que les femmes sans-abri sont plus actives et peuvent en avoir plus besoin. Lorsqu'elles doivent passer la nuit dans la rue, les femmes sans-abri sont plus susceptibles de se cacher dans des espaces isolÃ©s, tels que des jardins publics ou des parkings. D'autres espaces relativement sÃ»rs se trouvent prÃ¨s des hÃ´pitaux ou Ã l'intÃ©rieur des gares de train ou de mÃ©tro, ou mÃªme dans le bus. Non seulement il est nÃ©cessaire de crÃ©er des lieux accessibles en continu mais il faut aussi Ãªtre en mesure de garantir un usage sÃ©curisÃ© la nuit au moment oÃ¹ les femmes sans-abri sont les plus exposÃ©es.

Alors qu'un tiers des femmes sans-abri Ã Paris sont accompagnÃ©es d'enfants, seulement 9 toilettes publiques possÃ¨dent une table Ã langer pour les bÃ©bÃ©s et jeunes enfants, parmi l'ensemble de toilettes publiques dans Paris intra-muros. Les toilettes avec tables Ã langer Ã©tant situÃ©es dans des squares et des jardins, leur accessibilitÃ© est donc contrainte aux horaires d'ouverture des lieux. Pendant la pÃ©riode hivernale, aprÃ¨s 17 heures, les femmes en situation de rue n'ont donc plus aucun accÃ¨s Ã des tables Ã langer pour changer leurs enfants. Face Ã cette situation, les femmes sans-abri doivent se tourner vers des centres d'accueil ou d'hÃ©bergement pour accÃ©der Ã des installations adaptÃ©es Ã leur situation et pouvoir prendre soin de leurs enfants. En d'autres mots, entre 17 heures et 9 heures du matin, l'Ã‰tat franÃ§ais ne parvient pas Ã remplir ses obligations en matiÃ¨re de santÃ© et d'hygiÃ¨ne, notamment vis-Ã -vis des enfants en situation de rue !

Concernant enfin les fontaines d'eau potable : pendant la pÃ©riode hivernale, parmi les 1 200 fontaines d'eau potable existantes dans la ville, seulement 83 d'entre elles sont accessibles directement depuis la rue, en continu et en libre-service. Il existe aussi environ 20 autres fontaines situÃ©es dans les jardins et les parcs. Cependant elles ne sont accessibles que pendant des horaires d'ouverture. GrÃ¢ce aux visites effectuÃ©es sur place, il a Ã©tÃ© constatÃ© que dans les sanisettes de Paris, Ã©quipÃ©es d'un point d'eau potable Ã l'extÃ©rieur et gÃ©rÃ©es par JCDecaux, seules les cuvettes sont fournies en eau pendant l'hiver. En effet, il n'y a pas d'eau mise Ã disposition pour le lavage des mains au niveau du robinet, ni Ã l'extÃ©rieur de la sanisette oÃ¹ normalement il est possible de trouver de l'eau potable en libre-service.Â

Lorsqu'on prend en compte les sanisettes de JCDecaux et les fontaines d'eau potable d'Eau de Paris, il y a au total 1 618 points d'eau dans ville. En hiver, seulement 5 % restent en fonctionnement et sont accessibles en continu. MalgrÃ© le fait qu'Eau de Paris prenne en compte les populations sans-abri dans leur choix de fontaines Ã maintenir ouvertes pendant l'hiver, cela ne se traduit pas par un nombre de points d'eau proportionnel au nombre de personnes en situation de rue, comme on pourrait le croire. Si la prise en compte de ces populations semble Ãªtre plus ou moins respectÃ©e dans le XXe arrondissement (10 points d'eau potable pour 156 personnes sans-abri) cela est moins le cas dans des arrondissements, tels que le XVIIIe et XIXe arrondissements, qui ont une plus forte concentration de personnes sans-abri (respectivement 6 et 5 points d'eau potable disponibles pour 507 et 466 personnes sans-abri).

Une information plus rigoureuse

Afin de connaÃ®tre la localisation des diffÃ©rentes infrastructures, de nombreux services sont disponibles dans Paris. La ville met Ã disposition chaque annÃ©e le "Guide de la SolidaritÃ©", en format Ã©lectronique ou imprimÃ© Ã rÃ©cupÃ©rer dan centres d'accueil ; il regroupe toutes les informations concernant l'accÃ¨s aux douches, fontaines d'eau potable, centres d'accueil et autres. Y sont associÃ©es des cartes interactives accessibles sur des applications mobiles. NÃ©anmoins, les informations fournies dans ces applications se rÃ©duisent aux types d'infrastructure (pour les fontaines) et aux horaires d'ouverture (pour les toilettes publiques) alors que la question de leur Ã©tat de fonctionnement devrait Ãªtre aussi abordÃ©e. Et parfois, les services sont fermÃ©s, sans raison apparente et, Ã©videmment, sans aucune alerte.

Alors, prenez un sac de 12 kilogrammes (poids moyen du paquetage d'un sans-abri), sans mÃªme vous encombrer de votre gamin, et maintenant allez chercher en fin d'aprÃ¨s-midi un bains-douches oÃ¹ vous pourrez vous laver, vous rÃ©chauffer et peut-Ãªtre, avec un peu de chance, sÃ©cher vos vÃªtements trempÃ©s par une bruine incessante. Bon courage Ã vous. â–„

Â

Â ResSources

Rapport final : Droit Ã l'eau des femmes sans-abri et migrantes Ã ParisÂ -Â Coalition EauÂ

Ce rapport a Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©, en partenariat avec la Coalition Eau, par trois Ã©tudiantes du master Human Rights & Humanitarian Action de Sciences Po dans le cadre de la Clinique de Droit de Sciences Po, programme Human rights, Economic Development and Globalization (HEDG).Â

Dans le cadre de ce programme, les Ã©tudiants suivent un cours Clinique consistant en une formation intensive, Ã la fois thÃ©orique et pratique, autour de ces thÃ©matiques. En parallÃ¨le de ce cours, ils consacrent chaque semaine une demi-journÃ©e de travail en Ã©quipe sur un projet confiÃ© Ã la Clinique par un partenaire. Ces projets se dÃ©clinent autour d'un travail d'assistance d'ONG, d'institutions juridictionnelles et quasi-juridictionnelles, d'organisations internationales ou professionnelles ou encore de cabinets d'avocats spÃ©cialisÃ©s sur les questions liÃ©es aux droits humains et Ã la globalisation Ã©conomique Ã l'Ã©chelle transnationale et dans des pays en voie de dÃ©veloppement.Â